



Relocalisation du SPIP de Côte d'Or au sein du bâtiment Le Diapason

2 Place des Savoirs

21000 DIJON



Programme

Département immobilier
DIRSG Grand Centre
Département Immobilier
4 rue Léon Mauris
21000 DIJON

Juillet 2025

1	Introduction	5
1.1	Objet de la consultation	5
1.2	Contexte.....	5
1.3	Composition de l'équipe de Maitrise d'œuvre	5
2	Maitrise d'ouvrage et services bénéficiaires	7
2.1	Maîtrise d'ouvrage.....	7
2.2	Services bénéficiaires	7
3	DISP de Dijon, DI de Dijon et SPIP	7
3.1	Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon (DISP) – Service bénéficiaire	7
3.2	Département immobilier de Dijon (DI) – MOA.....	8
3.3	Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation	9
3.4	SPIP de Côte d'Or	10
4	Présentation du site et du bâtiment d'accueil	11
4.1	Localisation et visuels	11
4.2	Etat de l'existant	13
4.2.1	Occupation	13
4.2.2	Configuration et surfaces	13
4.2.3	Enveloppe.....	14
4.2.4	Aménagements intérieurs	14
4.2.5	Aménagements extérieurs	15
4.2.6	Réseaux et équipements	16
4.2.7	Amiante, plomb	16
4.2.8	Plans	16

5	Fonctionnement, programme et contraintes	16
5.1	Principes fonctionnels.....	16
5.1.1	Flux et fonctionnement des zones	17
5.1.2	Les principes de sureté	18
5.2	Programme des travaux	18
5.2.1	Travaux d'aménagement intérieur	18
5.2.2	Travaux d'aménagement extérieur.....	20
5.2.3	Travaux de rénovation énergétique	20
5.2.4	Travaux sur les équipements techniques et les réseaux	21
5.2.5	Sureté et sécurisation.....	22
5.3	Contraintes, règlementation, normes et obligation.....	24
5.3.1	Règlementation et normes	24
5.3.2	Obligations	24
6	Missions et délais.....	25
7	Coût prévisionnel des travaux.....	25
8	Contraintes de l'opération	25
8.1	Calendrier	25
8.2	Opération en site occupé.....	25
8.3	Présence en suivi de chantier	25
8.4	Sécurité/confidentialité	25
8.5	Spécificité du réseau VDI Justice	25
8.6	Mise à jour des plans et des surfaces	26
9	Visite obligatoire.....	26
10	Documents annexes	27

1 Introduction

1.1 *Objet de la consultation*

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon (DISP Dijon) doit relocaliser avant le 2nd trimestre 2027 le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Côte d'Or dans le bâtiment Diapason de Dijon. Des travaux de réaménagement doivent être entrepris dans ce bâtiment au préalable.

Le Département Immobilier de Dijon (DI) de la Direction Régionale Grand Centre du Secrétariat Général du Ministère de la Justice (DIR SG) assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération au bénéfice de la DISP.

Le présent document correspond au programme de ce réaménagement dans l'objectif d'en confier la conception et le suivi des travaux à une maîtrise d'œuvre, le montant des travaux de réaménagement étant estimé à **1 100 000 € HT** (hors options). Ce budget correspond à l'hypothèse défavorable de reprise en totalité des sols, murs, dépose du plafond existant et pose d'un faux plafond, ... Des recherches d'optimisation financières seront attendues par le MOA.

Le contenu des éléments de mission est conforme à la partie réglementaire du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

1.2 *Contexte*

La relocalisation du SPIP de Côte d'Or s'inscrit dans les priorités de la DISP de Dijon qui doit reloger le service actuellement hébergé à Dijon au 4 rue Léon Mauris dans le bâtiment Mathis pris à bail. Le propriétaire du Mathis reprenant possession des locaux à échéance du 31 décembre 2026.

Actuellement pris à bail, le bâtiment Diapason sous-occupé par l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche-Comté, deviendra propriété de l'Etat en 2026. Le projet de densification du Diapason, initié dès 2024 par la mission régionale de la politique immobilière de l'Etat (MRPIE) envisage l'intégration de 3 services du Ministère de la Justice dans les locaux préalablement rénovés.

Cependant, pour des contraintes calendaires et budgétaires, le relogement du SPIP de Côte d'Or objet de ce présent programme dans le Diapason sera initié dès 2027 avant la rénovation globale du bâtiment.

1.3 *Composition de l'équipe de Maitrise d'œuvre*

D'une manière générale, l'équipe de maîtrise d'œuvre présentera toutes les compétences nécessaires pour mener à bien l'ensemble de la mission, et ce, pour toute la durée des études, des travaux et de la garantie de parfait achèvement.

Compte tenu des spécificités du projet, il sera fortement apprécié, au stade de son offre, que l'équipe du titulaire intègre un économiste de la construction et un bureau d'étude conseil et expertise en infrastructure voix donnée image (VDI).

2 Maîtrise d'ouvrage et services bénéficiaires

2.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le DI de la DIR SG Grand-Centre dont le binôme référent sera le suivant :

Chef adjoint	Chargée d'opération
M Samuel SCHALLER	Mme Isabelle PICHON
Samuel.schaller@justice.gouv.fr	Isabelle.pichon@justice.gouv.fr
07 77 22 57 44	06 20 12 08 71

2.2 Services bénéficiaires

Pour la DISP de Dijon, la référente est Mme Sabrina TALON (06 25 50 02 41 / sabrina.talon@justice.fr).

Pour le SPIP de Côte d'Or, le référent des usagers sera la Directrice Fonctionnelle du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation 21, Mme Anne LEROY (06 11 79 49 75 / anne.leroy@justice.fr). Son adjoint est M Arthur MONNET (06 23 32 08 66 / arthur.monnet@justice.fr).

Pour mener à bien ses missions, le titulaire s'appuiera sur le présent programme et ses annexes ainsi que sur une concertation fréquente des personnes précitées.

3 DISP de Dijon, DI de Dijon et SPIP

3.1 Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon (DISP) – Service bénéficiaire

La DISP de Dijon est un service déconcentré du Ministère de la Justice relevant de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP). Elle mène et engage les orientations stratégiques et politiques de la DAP dans l'ensemble des Etablissements Pénitentiaires et Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) se trouvant dans les régions Bourgogne – Franche – Comté et Centre – Val de Loire.

Le Département des Affaires Immobilières (DAI), au sein de la DISP, gère et entretient le parc immobilier, les équipements et établissements pénitentiaires de l'inter région, et l'ensemble des SPIP du ressort. Il impulse, met en œuvre, et contrôle la politique immobilière interrégionale. Il assure la maîtrise d'ouvrage d'opérations spécifiques de rénovation (réhabilitation et mise en conformité) qui lui sont confiées, et joue le rôle d'interface entre les services interrégionaux et les entreprises, les administrations et les intermédiaires externes.

3.2 Département immobilier de Dijon (DI) – MOA

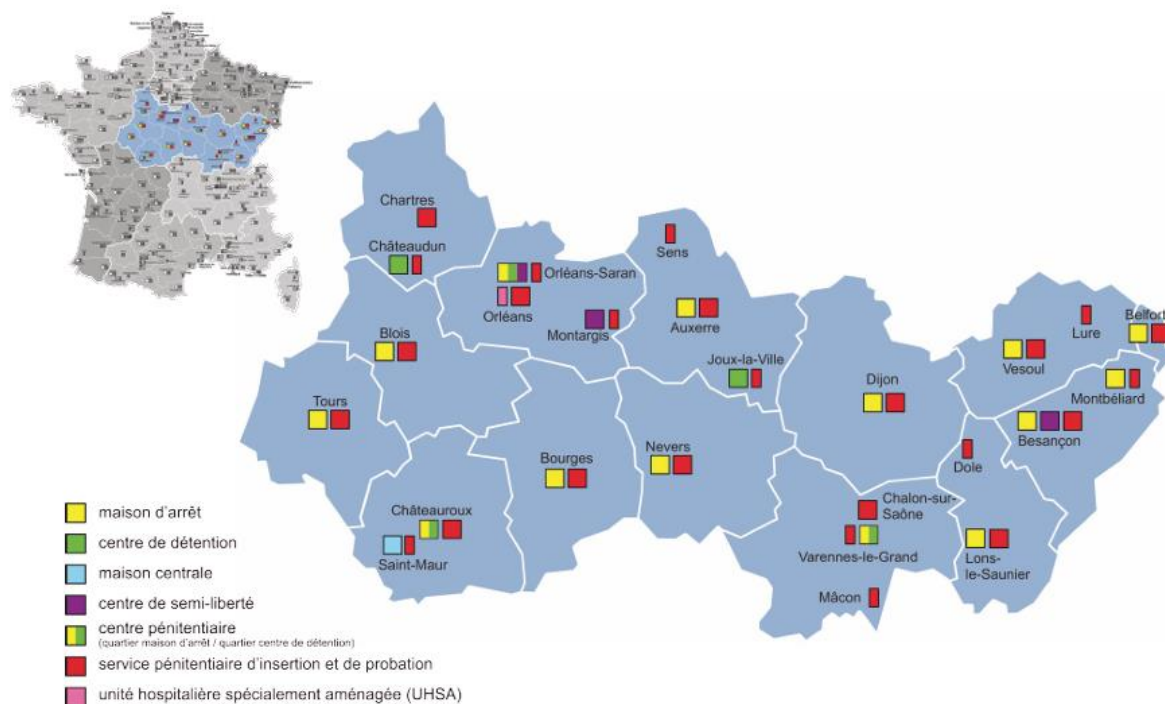
Les délégations interrégionales du secrétariat général (DIR SG), service d'administration centrale, créées au 1er janvier 2018, sont chargées d'apporter leur soutien aux juridictions, aux services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et de l'administration pénitentiaire (AP).

Au sein de la DIR SG Grand-Centre, le Département immobilier de Dijon est un service délocalisé du Secrétariat Général du Ministère de la Justice. Il est sous l'autorité fonctionnelle du service de l'immobilier ministériel qui élabore, en liaison avec les directions, la stratégie et la politique immobilière du ministère de la justice et en coordonne la mise en œuvre.

Dans le cadre de ses missions, le département immobilier gère, sur le ressort des régions de Bourgogne-France-Comté de Centre Val de Loire, le patrimoine immobilier et met en œuvre le programme d'équipement immobilier de l'immobilier non spécifique de l'administration pénitentiaire.

Il est chargé d'assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement immobilier qui lui sont confiées. A ce titre, le DI assure la MOA pour l'opération de relocalisation du SPIP de Côte d'Or au sein du bâtiment Le Diapason.

3.3 Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation



La DISP de Dijon regroupe 12 Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) sur son ressort dont 10 sont départementaux et 2 sont bi-départementaux.

Les SPIP sont des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire au niveau départemental. Ils assurent le contrôle et le suivi des Personnes Placées Sous Main de Justice (PPSMJ), qu'elles soient en milieu ouvert (hors détention) ou en milieu fermé (établissements pénitentiaires). Afin de prévenir la récidive et de favoriser la réinsertion des personnes condamnées, ils concourent à l'individualisation des peines privatives de liberté et à la préparation des décisions de justice à caractère pénal.

En milieu ouvert, le SPIP intervient sous le mandat d'un magistrat et apporte à l'autorité judiciaire tous les éléments d'évaluation utiles à sa décision. Il s'assure du respect des obligations imposées aux personnes condamnées à des peines restrictives de liberté (sursis avec mise à l'épreuve, contrôle judiciaire, travail d'intérêt général, libération conditionnelle, etc.) ou bénéficiant d'aménagements de peine (semi-liberté, placement à l'extérieur ou sous surveillance électronique). Il les aide à comprendre la peine et impulse avec elles une dynamique de resocialisation.

Chaque SPIP comporte un siège et une ou plusieurs antennes par département auprès des établissements pénitentiaires et des juridictions. Au sein des antennes, le personnel du SPIP reçoit les PPSMJ.

Chaque SPIP est dirigé par un Directeur Fonctionnel des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (DFSPIP), entouré de Conseillers Pénitentiaires d'Insertion et de Probation

(CPIP) ainsi que de personnels de surveillance, des psychologues, des assistants de service social et des personnels administratifs.

3.4 SPIP de Côte d'Or

Le SPIP de Côte d'Or est actuellement logé au RDC et R+1 d'un bâtiment localisé dans un quartier tertiaire à proximité de la place de la République de Dijon, rue Léon Mauris, en locatif.

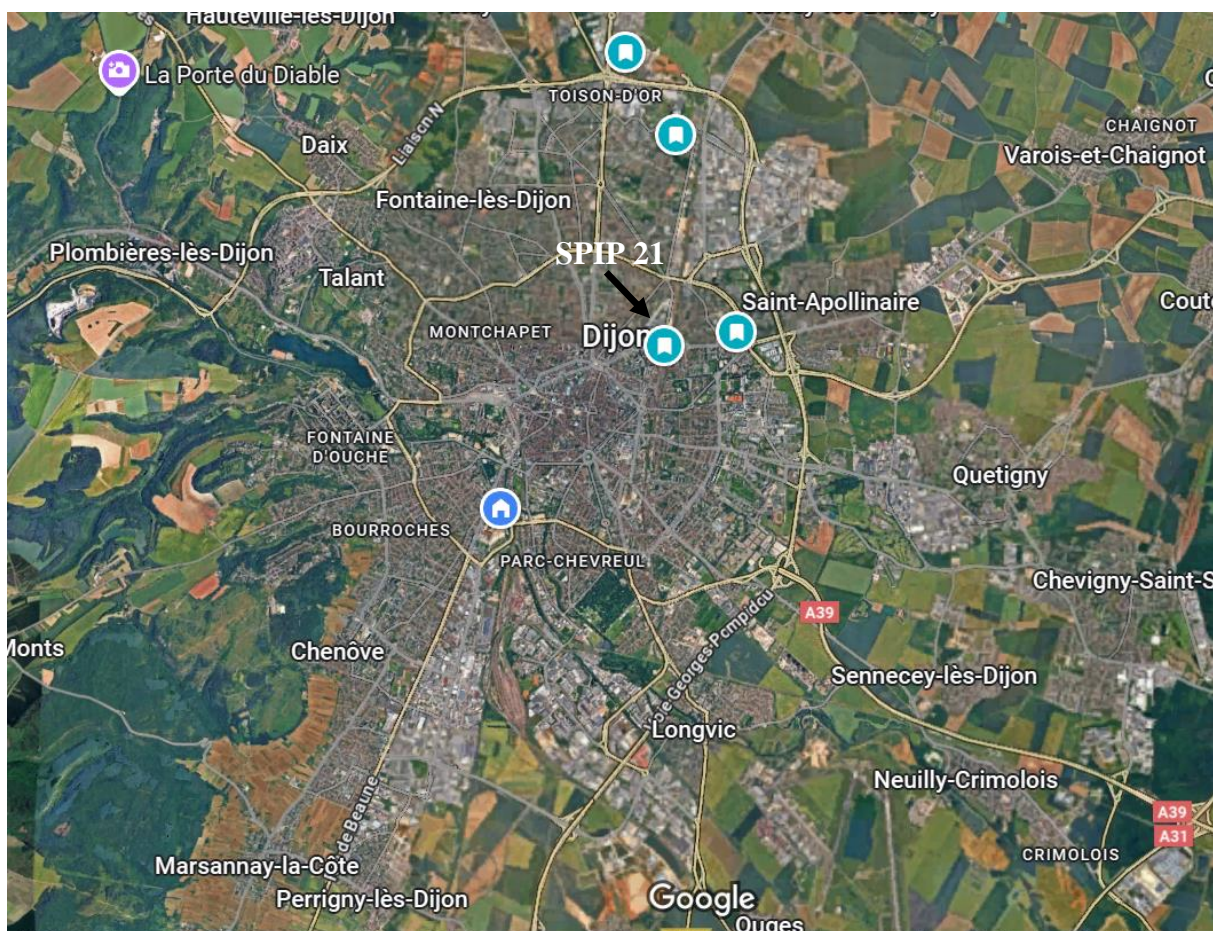
Le SPIP doit quitter les locaux qu'il occupe actuellement car le propriétaire souhaite les récupérer pour ses propres besoins.

En 2024, le bâtiment Le Diapason de Dijon a été identifié par la MRPIE et imposé à la DISP de Dijon pour accueillir le SPIP 21.

4 Présentation du site et du bâtiment d'accueil

4.1 Localisation et visuels

Le Diapason est un établissement tertiaire construit en 2007/2008 situé dans le quartier des Grésilles, 2 Place des Savoirs à Dijon.





L'Aile A, est un bâtiment R+4 orienté Nord-Ouest Sud-Est.



4.2 Etat de l'existant

Cette partie du programme présente les principales conclusions du diagnostic technique global réalisé par DIMOE en 2022 annexé ainsi que celle de l'audit énergétique de B27 également annexé.

4.2.1 Occupation

Le Diapason accueille actuellement l'ensemble des services de l'ARS Bourgogne Franche-Comté. Il est constitué principalement de bureaux de 1 à 2 personnes, de salles de réunion ou de formation, d'un restaurant avec cuisine (hors service), des espaces d'archives et de stockage.

Le Diapason fera l'objet d'un projet de rénovation énergétique et d'optimisation des espaces qui pourrait être soutenu par le programme performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs (P348), également conditionné à la réorganisation envisagée des différents services.

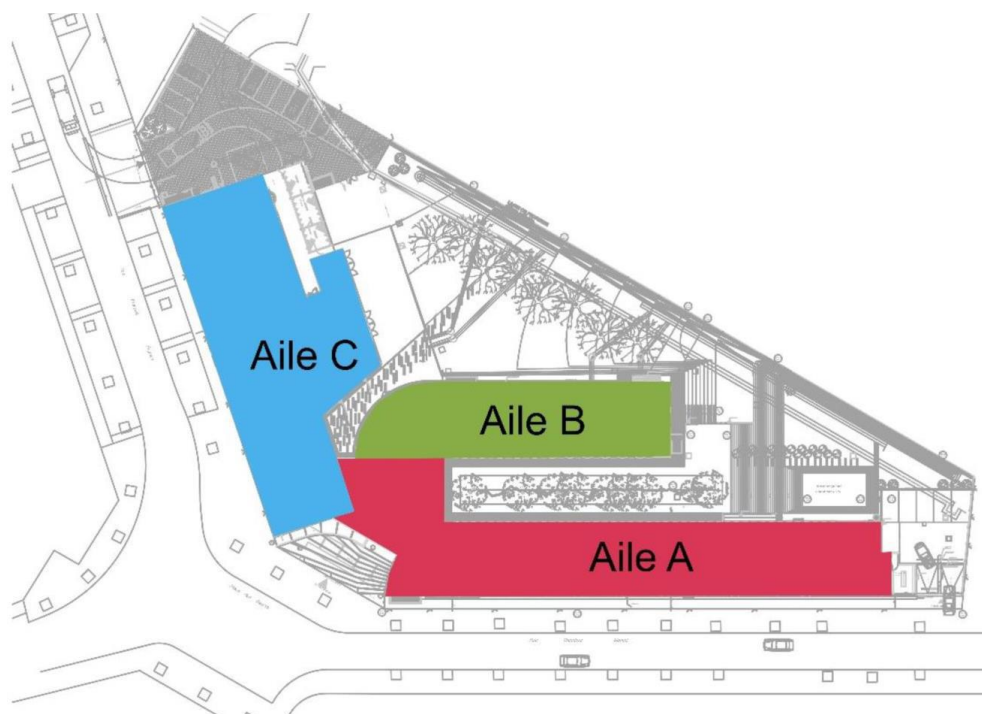
Ainsi, le Diapason a été identifié comme pouvant accueillir le SPIP de la Côte d'Or.

4.2.2 Configuration et surfaces

Le bâtiment s'étend sur 5 niveaux, dont un niveau de sous-sol occupant la totalité de l'emprise foncière à usage de parking. Il possède une Surface Utile Brute (SUB) totale de 6 389 m². Il est composé de 3 ailes, A, B et C desservies par un hall en mezzanine dont l'accès principal est situé Place des Savoirs. Les ailes A et B se répartissent du RDC au R+2, puis forment un attique aux R+3 et R+4. L'aile C se déploie sur 2 niveaux, RDC et R+1. L'objet du présent programme concerne l'Aile A (RDC et une partie du R+1).

La surface de ce bâtiment correspond à 6 389.52 m² de SUB, répartie de la manière suivante :

Etages	Aile A	Aile B	Aile C	Sous-totaux / étage
RdC	960,00	386,48	856,22	2 202,71 m ²
R+1	848,98	455,31	585,57	1 889,85 m ²
R+2	800,33	392,52		1 192,85 m ²
R+3	362,95	196,64		559,59 m ²
R+4	325,38	219,13		544,52 m ²
SUB Totale :				6 389,52 m ²



Un accès public principal est existant sur la Place des Savoirs. L'accès pour les livraisons palettisables s'effectue par l'extrémité du bâtiment C. Le parking sous-terrain d'une capacité de 123 places est accessible par l'extrémité de l'Aile A. 16 places de parking aériennes complètent l'offre de stationnement.

4.2.3 Enveloppe

Le bâtiment présente une performance énergétique faible : le permis de construire datant du 30 janvier 2006, le bâtiment a été livré en respectant les exigences thermiques minimales de la RT 2000. Des isolants thermiques sont en effet visibles dans le bâtiment (murs, planchers et toitures) ainsi que du double vitrage mais leurs performances sont à l'image des standards de l'époque. Les murs extérieurs et les toitures terrasses comportent une résistance inférieure à la résistance minimale exigée par la RT en vigueur. Les menuiseries extérieures possèdent un coefficient de transmission supérieur au coefficient maximal exigé. Des murs rideau en vitrage présents créés un inconfort d'été.

Par ailleurs, le bâtiment présente les pathologies suivantes : les vannes du toit du bâtiment A présente une oxydation. Les rigoles d'évacuation du toit du bâtiment C présentent une oxydation généralisée. Les joints d'étanchéité du toit du bâtiment C et du réfectoire sont dégradés.

Dans le cadre du projet financé par le P348, l'ensemble des travaux de rénovation énergétique listés en pages 24 et 25 de l'audit énergétique réalisé par B27 joint à ce programme sont envisagés.

4.2.4 Aménagements intérieurs

Le Diapason présente un état général d'usure avec des pathologies constatées en 2022. Les principales pathologies des espaces concernés par l'opération sont citées.

4.2.4.1 Hall

Le plafond du hall présente des fissurations et des disjointements.

4.2.4.2 Les bureaux du bâtiment A

Bureaux	Plafond	Infiltrations
		Mauvaise exécution des supports
	Mur	Disjointement profond entre fenêtre et mur
		Fissuration avec rejet de traces noires
	Fenêtre	Joints de fenêtre dégradés
	Prise électriques	Prises condamnées et/ou manquantes
		Mauvais recouvrement des câbles de prise
	Eclairage	Décrochage de l'éclairage avec risque de chute
Couloir	Plafond	Fissuration du plafond avec traces d'infiltration

4.2.4.3 La terrasse du bâtiment A

Terrasse bâtiment A troisième étage	Joint	Fissuration
-------------------------------------	-------	-------------

4.2.4.4 Escalier

Escaliers intérieurs	Mur	Fissures avec humidité ou calcite
		Défaut d'étanchéité

4.2.5 Aménagements extérieurs

Les extérieurs du bâtiment sont constitués d'une terrasse bois attenante à la cantine d'espaces verts type pelouse avec arbres, de parkings aériens, d'un parking vélo et d'un accès livraison.

Terrasse	Dégradation des planches qui se désolidarisent, décalage des bordures
Passage espace végétalisé	Fracture de planches en bois

4.2.6 Réseaux et équipements

4.2.6.1 Chauffage

Le Diapason est raccordé au réseau de chauffage urbain.

4.2.6.2 CTA

La CTA présente un défaut au niveau des échangeurs. La prise d'air neuf se faisant uniquement par les puits canadiens.

4.2.6.3 Informatique

L'infrastructure informatique existante au Diapason ne peut être utilisée par les services du Ministère de la Justice pour des raisons de sûreté.

4.2.7 Amiante, plomb

Le bâtiment construit après 1997 n'est pas exposé à la présence amiante ou de plomb.

4.2.8 Plans

Le plan des niveaux du bâtiment Diapason dans sa configuration actuelle est fourni en annexe. Le plan envisagé pour l'implantation du SPIP est disponible en annexe. Ce plan, validé dans l'ensemble par les futurs utilisateurs, est donné pour modèle. Il pourra faire l'objet de modifications mineures, si elles sont possibles, dans le budget travaux alloué à l'opération. Une attention particulière sera à apporter à la configuration de la zone accueil public et sa sécurisation : un échange avec le responsable fonctionnel du SPIP et la DISP devra permettre de valider l'emplacement du secrétariat accueil notamment.

5 Fonctionnement, programme et contraintes

5.1 Principes fonctionnels

L'implantation du SPIP s'organisera autour de grands pôles principaux visant à assurer la sécurité et de bonnes conditions de travail des personnels et d'accueil des PPSMJ, notamment grâce à une sectorisation des fonctions :

- L'antenne
 - La zone d'accueil des PPSMJ (Personnes Placées Sous Main de Justice).
 - La zone administrative de l'antenne (bureaux)
 - Les locaux partagés avec le siège (salle de convivialité (cuisine/tisanerie) et sanitaires).
- Le siège
 - La direction administrative (bureaux).
 - Les locaux partagés avec l'antenne (salle de convivialité (cuisine/tisanerie) et sanitaires).
- La zone logistique et technique

- La zone logistique et technique (serveurs, locaux ménage, archives, etc.) n'est pas une zone à part en tant que telle, elle peut être hébergée au niveau de l'antenne mais doit être sécurisée.
- Les espaces extérieurs
 - Le stationnement extérieur (ou en sous-sol) pour les véhicules de service, ainsi que ceux du personnel, mutualisés avec l'antenne.

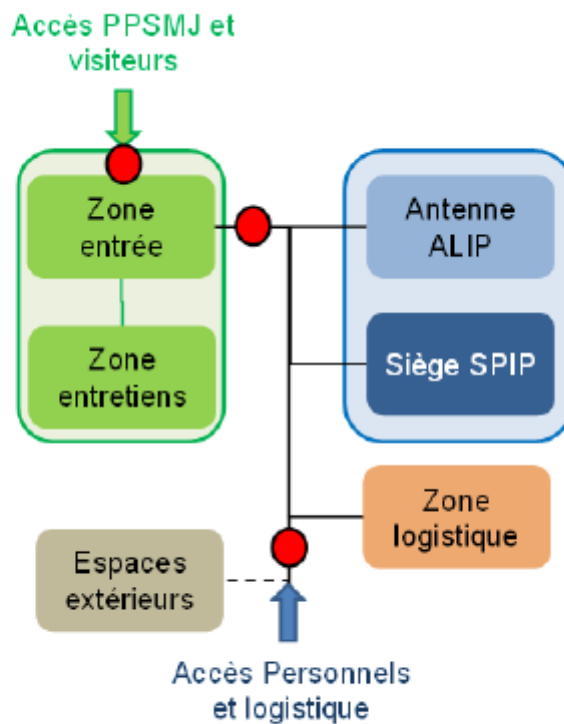


Schéma fonctionnel global du SPIP

5.1.1 Flux et fonctionnement des zones

Deux accès distincts doivent être prévus pour le SPIP :

- Accès visiteurs

Les visiteurs et les PPSMJ se présentent au sas de la porte d'entrée de l'antenne (au 8 rue Théodore Monod). Le personnel en poste dans le bureau d'accueil, qui dispose d'une vue directe sur l'extérieur (ou par interphone et caméra de surveillance éventuellement) autorise l'accès à la zone d'accueil. Une dérogation devra être obtenue pour permettre l'accès des PMR via l'accès personnels. Un agent préalablement informé via un système de visiophonie viendra chercher et accompagnera la PMR dans le bâtiment jusqu'à la zone accueil public, le cas échéant.

- Accès personnels

Les personnels accèdent au SPIP (entrée actuelle du Diapason) par une entrée indépendante (côté hall du Diapason), dissociée de l'accès visiteurs et sécurisée (par badge par exemple).

5.1.2 Les principes de sûreté

Afin de répondre aux contraintes de sûreté issues de la réforme et de la circulaire du 06 août 2013, les principes suivants structurent l'organisation des installations futures :

- Sûreté passive
 - Le contingentement des PPSMJ dans une zone dédiée,
 - La dissociation des accès visiteurs et personnels,
 - Le contrôle de l'accès visiteur visuellement par l'agent d'accueil (directement ou via la vidéosurveillance).
- Sûreté active
 - La vidéosurveillance des accès et des zones accueil du public (salle d'attente, circulation notamment),
 - Le contrôle des accès visiteurs par un agent d'accueil,
 - Le contrôle de l'accès aux zones administratives par badge et par l'agent d'accueil pour les invités,
 - Le contrôle de l'accès des agents par badge,
 - L'installation d'alarmes coup de poing dans les boxes d'entretiens et la salle d'activités collectives,
 - La présence d'un voyant lumineux lors du déclenchement de l'alarme avec surveillance du personnel d'accueil.

5.2 Programme des travaux

La DISP a fait réaliser en juin 2025 une étude de faisabilité par le BET PCéconomistes, qui projette la relocalisation du SPIP dans le bâtiment Diapason.

Cette étude n'intègre pas la rénovation énergétique intégrale du bâtiment qui devra être réalisée ultérieurement via le projet P348 préalablement évoqué. Par ailleurs, elle n'intègre pas l'ensemble des besoins du SPIP à savoir, les locaux informatiques, les espaces cuisine/tisanerie et reprographie à prévoir dans le cadre du présent programme. Pour ces raisons une proposition actualisée devra être produite. Les plans projet de l'étude de faisabilité sont transmis à titre informatif, afin de préciser les grands principes d'accès et de fonctionnement attendus.

Les travaux consisteront majoritairement à créer l'espace accueil public au RDC de l'aile A (avec la création de 11 boxes). Des rénovations ponctuelles (plafonds, murs, sols) et des décroisonnement/décroisonnement s'ajouteront au programme des travaux. Le schéma fonctionnel présent en 5.1 devra être respecté.

L'aménagement envisagé est le suivant :

- Aile A RDC : Antenne du SPIP et accueil des PPSMJ ;
- Aile A R+1 : Siège du SPIP.

5.2.1 Travaux d'aménagement intérieur

Le RDC et le R+1 de l'aile A du Diapason sont déjà organisés en bureaux.

Les travaux d'aménagement intérieur prévus, objet du présent programme, devront s'appuyer au maximum sur les espaces existants afin de rationaliser le coût des travaux de réaménagement : conservation des cloisonnements, des plafonds, des revêtements au niveau des murs et des sols dans la mesure du possible avec des reprises ponctuelles (nettoyage des sols, remplacement de dalles de faux-plafonds, peinture) le cas échéant.

L'extrémité du RDC de l'aile A, actuellement occupée par des bureaux et qui a notamment vocation à accueillir les PPSMJ et les visiteurs, fera en revanche l'objet d'un réaménagement complet (cloisonnements, revêtements adaptés pour les sols, murs et plafonds).

Les fiches espaces fournies en annexe doivent servir de repère au concepteur vis-à-vis des exigences idéales à atteindre dans chaque local.

Ces exigences devront faire l'objet d'échange avec le maître d'ouvrage en cas d'atteinte impossible compte tenu de la configuration des locaux et/ou du budget travaux disponible pour l'opération, de manière à permettre au maître d'ouvrage de décider des travaux qu'il pourra réaliser immédiatement, et ceux qui seront à mettre en œuvre lorsque le bâtiment sera en usage.

Devra être envisagée en option, la mise en œuvre de châssis vitrés sur les 11 boxes d'entretien.

Le réaménagement intérieur (recloisonnement de bureaux, création d'une zone accueil du public pour le SPIP), la création d'un accès piétons extérieur et les rénovations ponctuelles nécessaires, selon les locaux, font partie du présent projet.

Il conviendra de prévoir les espaces suivants :

- A l'extrémité du RDC de l'aile A, pour la zone d'accueil public à créer (zone hachurée en vert sur plan) :
 - Une entrée de type « SAS » pour les PPSMJ et les visiteurs,
Cette entrée sera non accessible, une dérogation devra être obtenue pour permettre l'accueil des PMR via l'accès principal du Diapason. Les aménagements devront prévoir un système de visiophonie pour permettre au PMR de se signaler et être accompagné par un agent du SPIP.
 - Une salle d'attente ou une zone d'attente pour les PPSMJ,
 - Un bureau double secrétariat / accueil avec un guichet sécurisé donnant idéalement dans le SAS, permettant d'accueillir les PPSMJ et les visiteurs le cas échéant,
 - Onze boxes d'entretien, dont un accessible aux PMR,
 - Un bureau double pour le surveillant Placement sous Surveillance Electronique (PSE)
 - Une grande salle d'activités pour les PPSMJ de 40 m² (avec deux accès à prévoir),
 - Des sanitaires (dédiés aux PPSMJ qui doivent-être accessibles).
- Dans le reste du RDC de l'aile A, zone administrative à rénover / réaménager ponctuellement :
 - Une entrée sécurisée classique pour les personnels, côté entrée principale Diapason
 - Des sanitaires (déjà existants, à conserver)

- Un espace cuisine-tisanerie provisoire d'une quinzaine de m² pouvant à terme être requalifié en espace tertiaire une fois le restaurant administratif existant dans l'aile C fonctionnel (en option)
 - Une zone reprographie (à envisager dans l'espace laissé libre devant l'ouvrant pompier)
 - Vingt bureaux individuels
Surface inférieure à 17 m², les bureaux dont la surface est supérieure à 14,5 m² devront pouvoir être doublés
 - Cinq bureaux doubles
Surface supérieure à 17 m² et inférieure à 23 m²
 - Un bureau triple
Surface supérieure à 23 m²
 - Un local technique informatique pour l'accueil de la baie sûreté et la baie vidéo propre au SPIP
Surface à confirmer en APS/APD par le BET VDI
- Dans le R+1 de l'aile A, zone accessible via l'accès principal du Diapason, zone administrative à rénover / réaménager ponctuellement :
 - Quatre bureaux individuels
Les bureaux individuels dont la surface est supérieure à 14,5 m² devront pouvoir être doublés.
 - Deux bureaux doubles
- Au total, pour le SPIP, 57 postes de travail devront pouvoir être configurés à terme.
- Dans le R+2 de l'aile A :
 - Un local Répartiteur Générale Informatique dédié à la justice et couvrant l'ensemble de ses services de 30 m² minimum à implanter dans un des locaux borgnes de l'étage.
Surface à confirmer en APS/APD par le BET VDI.

La reprise à neuf de l'éclairage sera à réaliser. La mise en œuvre d'un éclairage intelligent avec variation automatique en fonction de la luminosité ambiante sera à proposer en option.

5.2.2 Travaux d'aménagement extérieur

L'accès du SPIP est à prévoir avec la création d'un escalier et d'une passerelle extérieurs couverts pour accueillir les Personnes Placées Sous Main de la Justice (PPSMJ) et les visiteurs. L'accès voiture à l'extrémité de l'aile A devra être repensé pour permettre une partie accès piétons et une partie accès/sortie véhicule comprenant le changement du portail véhicules.

5.2.3 Travaux de rénovation énergétique

Les travaux sur l'enveloppe du bâtiment seront majoritairement réalisés dans le cadre du projet P348 à l'échelle du Diapason :

- Remplacement des doubles vitrages clairs par des doubles vitrages à faible émissivité et à contrôle solaire, en conservant les châssis actuels
- Remplacement des murs rideaux, peu étanches par des murs rideaux performants

- Réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse du dernier niveau
- Isolation par l'extérieur

Les travaux de rénovation énergétique, objet du présent programme, sont les suivants :

- Mise en œuvre de protections solaires sur les menuiseries extérieures ;
- Isolation par l'intérieur des locaux destinés à l'accueil du SPIP, en option

Ils devront être parfaitement articulés avec les travaux P348 menés dans le cadre de la rénovation énergétique du Diapason.

Il conviendra notamment de bien s'assurer de la reprise des tous les éléments nécessaires liés aux travaux sur « l'enveloppe », tels que les encadrements de fenêtres (tablettes, peintures, etc.) dans chaque local, dans le cas où ces travaux ne seraient pas réalisés dans le cadre du projet P348.

5.2.4 Travaux sur les équipements techniques et les réseaux

Les travaux intérieurs sur les réseaux et équipements consisteront à répondre aux besoins pour une installation satisfaisante des futurs utilisateurs, sans nécessairement un remplacement systématique, et tout en étant en cohérence avec la rénovation énergétique du Diapason prévue dans le cadre du projet P348, qu'il s'agisse du chauffage et de la ventilation.

5.2.4.1 Système de ventilation, centrale de traitement d'air et Gestion technique du bâtiment

La création d'un nouveau système de ventilation double flux (réseaux compris) avec le remplacement des CTA et des bouches de soufflage/reprise existantes doit être prévue, en particulier dans le cadre du présent programme pour les locaux du SPIP.

La solution retenue pour la prise d'air neuf qui se fait actuellement par les puits canadiens sera à étudier.

Une solution intégrant la réutilisation du local technique d'accueil des CTA sera à privilégier.

La mise en œuvre d'une Gestion Technique du Bâtiment sera à réaliser avec la reprise des têtes connectées EISOX installées depuis 2024 dans le bâtiment.

5.2.4.2 Infrastructure informatique

S'agissant des courants faibles et des courants forts. La création d'une infrastructure informatique justice couvrant les futurs espaces du SPIP et anticipant les besoins des futurs services justices sera à intégrer à l'opération. Ces travaux comprennent, le câblage des futurs postes de travail en prises électriques et RJ45 sur le périmètre du SPIP et la création d'un local RGI d'ampleur (estimé à 30 m²) au R+2 du bâtiment A. Un local technique informatique pour l'accueil de la baie sûreté et la baie vidéo propre au SPIP sera également à créer au RdC.

Le candidat devra prévoir un bureau d'étude spécialisé sur la partie courant faible. Les travaux respecteront le CCTG VDI du Ministère de la Justice annexé au présent programme.

5.2.5 Sureté et sécurisation

D'une façon générale, la conception du réaménagement du bâtiment devra prendre en compte le souci de protection contre l'effraction. Il s'agira notamment, de proposer des solutions évitant les problèmes d'intrusion, dans les locaux du SPIP.

5.2.5.1 Portes, grilles et serrures

Toutes les portes seront équipées de butée. Elles respecteront les exigences de la réglementation incendie (classement au feu, ferme portes, etc.) et les exigences acoustiques.

Les portes CF de recoupement dans les circulations seront équipées de ventouses de façon à les maintenir en position ouverte lorsque l'équipement est en fonctionnement normal. Les portes seront à âme pleine, facilement lessivables.

Les portes présenteront des serrures conventionnelles à l'exception :

- du sas d'entrée,
- des accès aux zones administratives et de direction, qui seront équipées de gâches électriques avec report d'ouverture et d'alarme sur le poste du secrétariat / accueil.

Un organigramme des clés avec passe général et partiel est à prévoir.

5.2.5.2 Les contrôles d'accès

Les portes d'accès sur l'extérieur seront renforcées. Les issues de secours seront sans poignées extérieures. Ces solutions devront être simples et ne pas nuire à l'esthétique du bâtiment, ni à l'agrément des espaces intérieurs.

Les portes du sas visiteurs seront contrôlées depuis le bureau secrétariat / accueil. Le visiteur contactera l'agent par vidéo-portier et s'identifiera.

Les accès vers la zone administrative seront contrôlés par l'agent du bureau secrétariat / accueil, qui disposera soit d'une vue directe sur la porte empruntée par l'agent, soit d'un report de vidéosurveillance.

L'accès personnel est contrôlé par badgeage individuel de chaque agent.

L'accès logistique, s'il est dissocié, dispose d'un vidéo-portier commandé par l'agent d'accueil.

5.2.5.3 Les alarmes

Une alarme anti-intrusion sera prévue par zones avec détecteurs volumétriques et contacts sur portes.

Chaque box d'entretien sera équipé d'une alarme « anti-agression » (bouton poussoir, pédale, etc.).

La salle d'activités devra également être munie d'une alarme « anti-agression ».

Un système de report de ces alarmes anti-agression devra être prévu dans 4 lieux spécifiques (en lien avec la vidéosurveillance) : un dans le secrétariat / accueil, un dans le bureau des ASE, un dans le bureau du chef d'antenne, et un dans le bureau du directeur fonctionnel du SPIP.

5.2.5.4 La vidéosurveillance/visiophonie

Un premier visiophone relié au bureau secrétariat / accueil sera prévu en extérieur. Il devra permettre le contrôle :

- de l'accès des PPSMJ ou visiteur

Un second visiophone relié au bureau secrétariat / accueil sera prévu en extérieur. Il devra permettre le contrôle :

- de l'accès principal du Diapason

Une vidéosurveillance du cheminement jusqu'à l'accès au bâtiment avec bouton d'appel (au secrétariat / accueil) pour l'entrée dans le bâtiment sera prévue.

Une vidéosurveillance intérieure sera prévue et permettra le contrôle des zones suivantes :

- Hall et salle d'attente,
- Circulation de la zone d'entretien.

Des attentes pour la vidéosurveillance devront être prévues dans les boxes d'entretien et dans la salle d'activités.

Le système de vidéosurveillance devra être dimensionné en conséquence, de manière à permettre le branchement éventuel de 12 caméras supplémentaires (1 dans chaque boxe d'entretien, et 1 dans la salle d'activités) sans nécessiter un changement de sa capacité de visualisation, d'enregistrement et de stockage.

Quatre écrans de report de la vidéosurveillance doivent également être prévus (un dans le bureau secrétariat / accueil, un dans le bureau des ASE, un dans le bureau du chef d'antenne, et un dans le bureau du directeur fonctionnel du SPIP). La capacité d'enregistrement et de stockage devra par ailleurs être de 30 jours.

5.2.5.5 Visibilité des activités de l'établissement depuis le domaine public

Les activités menées dans les locaux ne devront pas être clairement visibles depuis l'espace public ou le voisinage. Les vitrages seront traités de manière à respecter cette contrainte tout en assurant un niveau d'éclairage naturel le plus performant possible.

5.3 Contraintes, réglementation, normes et obligation

Il s'agira pour le concepteur des travaux de réaménagement intérieur du bâtiment Diapason pour les besoins du SPIP de respecter un certain nombre de réglementations, normes, obligations dont une liste non exhaustive est transmise ci-après.

5.3.1 Réglementation et normes

D'une manière générale, les études devront se conformer aux prescriptions :

- Du code la construction et de l'habitation ;
- Du code de l'urbanisme ;
- Du code du travail.

En particulier, il sera tenu compte des textes réglementaires suivants :

- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- La réglementation concernant l'accessibilité ;

Enfin, il sera tenu compte des règles de l'art ainsi que de l'ensemble des normes et DTU en vigueur au stade de la remise des offres des entreprises de travaux.

5.3.2 Obligations

Le titulaire devra :

- Consulter le contrôleur technique construction et le coordonnateur sécurité qui seront nommés ultérieurement et prendre en considération leurs avis ;
- Consulter les instances délibérantes de la demande d'autorisation de travaux (collectivité, commission d'accessibilité et de sécurité, DDT, DREAL, ABF, etc.) et prendre en considération leurs avis ;
- Procéder, s'il y a lieu, à la rédaction du dossier de demande d'autorisation de travaux.

Il est également rappelé que les travaux d'aménagement intérieur prévus dans le présent programme doivent impérativement être articulés avec les travaux menés au Diapason dans le cadre de la rénovation énergétique du bâtiment, afin d'éviter tout doublon, ou tout oubli de reprise d'équipements / de finition le cas échéant.

Les plans seront élaborés à partir d'Autocad 2020 et respecteront la charte graphique établie par le Ministère de la Justice (à demander au DI).

Les pièces écrites seront élaborées au moyen de Word /Excel. Les notes de calculs seront établies au moyen de progiciels du commerce disposant des moteurs de calcul intégrant les règles de dimensionnement réglementaires. Les plannings d'études ou de travaux seront établis au moyen de MS Project ou Gantt Project.

6 Missions et délais

Les missions de MOe et les délais sont précisés dans le CCAP et l'AE :

- Rendus APD en novembre 2025
- Consultation travaux en janvier 2026
- Lancement des travaux en mars 2026
- Réception en mars 2027

7 Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est précisé dans l'AE.

L'enveloppe Co allouée aux travaux par le MOA est **1 100 000 € HT** (hors options).

Ce budget correspond à l'hypothèse défavorable de reprise en totalité des sols, murs, dépose du plafond existant et pose d'un faux plafond, ... Des recherches d'optimisation financières seront attendues en études par le MOA.

8 Contraintes de l'opération

8.1 Calendrier

La fin du bail du SPIP de Côte d'Or intervenant avant la date prévisionnelle de réception, chaque mois de retard générera des surloyers supplémentaires pour l'Etat.

L'attributaire devra présenter toutes les garanties au respect du planning en mettant à disposition de l'opération les moyens humains nécessaires pour y parvenir.

8.2 Opération en site occupé

L'ARS continuera de fonctionner pendant les travaux.

8.3 Présence en suivi de chantier

Une présence minimale de l'attributaire à raison de 2 visites hebdomadaires minimum est exigée en phase DET.

8.4 Sécurité/confidentialité

L'attributaire devra s'approprier les contraintes spécifiques d'un SPIP via le présent programme.

8.5 Spécificité du réseau VDI Justice

L'attributaire devra s'approprier les spécificités de l'infrastructure VDI du Ministère de la Justice afin de mettre en œuvre un réseau conforme au CCTG VDI.

8.6 Mise à jour des plans et des surfaces

L'attributaire devra transmettre en phase GPA, les plans du site ainsi que le tableau de surface mis à jour après travaux en format modifiable.

9 Visite obligatoire

Pour la bonne compréhension des contraintes, la visite de site préalable au dépôt de l'offre est rendue obligatoire.

Pour définir un créneau de visite, le candidat devra prendre contact auprès de :

Mme Isabelle PICHON

Tel – 06 20 12 08 71

Mail isabelle.pichon@justice.gouv.fr

10 Documents annexes

- Plans des existants
- Plans projet RDC et R+1 issus de l'étude de faisabilité du BET PCéconomistes
- Le tableau des surfaces du DIAPASON
- Diagnostic technique global DIMEO
- CCTG VDI du Ministère de la Justice
- Audit énergétique du 25/09/2024 de B27
- Fiches espaces
- Planning